
Communication en date du 1^{er} octobre 2009 reçue du Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Agence au nom des gouvernements participant au Groupe des fournisseurs nucléaires

1. Le Directeur général a reçu du Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Agence, au nom des gouvernements participant au Groupe des fournisseurs nucléaires¹, une lettre en date du 1^{er} octobre 2009, à laquelle était jointe une version mise à jour d'un document intitulé « Le Groupe des fournisseurs nucléaires : ses origines, son rôle et ses activités ». La version initiale de ce document a été publiée le 15 septembre 1997 sous la cote INFCIRC/539 et des révisions ont paru le 17 avril 2000, le 16 septembre 2003 et le 30 mai 2005.
2. Conformément à la demande formulée dans cette lettre, la version révisée du document, reproduite en annexe, est communiquée aux États Membres de l'AIEA.

¹ La liste des gouvernements participant au GFN figure à l'annexe de la présente circulaire.

**LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE HONGRIE AUPRÈS DE
L'OFFICE DES NATIONS UNIES ET DES AUTRES
ORGANISATIONS INTERNATIONALES À VIENNE**

S.E. M. Mohamed ElBaradei
Directeur général
Agence internationale de l'énergie atomique
Vienne

Vienne, le 1^{er} octobre 2009

Monsieur le Directeur général,

Conformément à la lettre du 13 août 1997 de la mission permanente de l'Australie et au nom des gouvernements participant au Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN), j'ai l'honneur de vous adresser une version révisée du document intitulé « Le Groupe des fournisseurs nucléaires : ses origines, son rôle et ses activités ».

L'objet de ce document est de donner des informations détaillées sur les directives du GFN (INFCIRC/254/Part 1 et INFCIRC/254/Part 2, telles qu'amendées), qui régissent l'exportation d'articles et de technologies à usage exclusivement nucléaire ainsi que l'exportation d'articles et de technologies à double usage utilisés dans le domaine nucléaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique a publié la version initiale du document le 15 septembre 1997, sous la cote INFCIRC/539. Elle en a aussi publié des révisions ultérieures. Compte tenu des nombreux faits nouveaux concernant les activités du GFN qui se sont produits depuis la dernière révision, les gouvernements participant au GFN ont jugé nécessaire de mettre à jour ce document.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer le document joint, comme version révisée du document INFCIRC/539, aux États Membres de l'AIEA.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

[signé]

Károly Banai
Ambassadeur

Le Groupe des fournisseurs nucléaires : ses origines, son rôle et ses activités

Aperçu général

1. Le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN) est un groupe de pays qui cherchent à contribuer à la non-prolifération des armes nucléaires par la mise en œuvre de deux ensembles de directives relatifs aux exportations nucléaires et aux exportations liées au domaine nucléaire. La liste des gouvernements participant au GFN (appelés ci-après « les participants au GFN ») figure en annexe. Les participants au GFN contribuent aux objectifs du Groupe en appliquant ses directives, adoptées par consensus, et en échangeant des informations, notamment sur les évolutions qui peuvent être préoccupantes du point de vue de la prolifération nucléaire.

2. Le premier ensemble de directives du GFN¹ concerne les exportations d'articles qui sont spécialement conçus ou préparés à des fins nucléaires. Ces articles sont les suivants : i) matières nucléaires ; ii) réacteurs nucléaires et équipements pour réacteurs ; iii) matières non nucléaires pour réacteurs ; iv) installations et équipements pour le retraitement, l'enrichissement et la transformation de matières nucléaires et pour la fabrication de combustible et la production d'eau lourde ; et v) technologie associée à chacun des articles ci-dessus.

3. Le deuxième ensemble de directives du GFN² concerne l'exportation d'articles à double usage dans le domaine nucléaire, c'est-à-dire d'articles qui peuvent être d'un grand intérêt pour une activité du cycle du combustible nucléaire non soumise aux garanties ou d'une activité explosive nucléaire, mais qui ont aussi des usages non nucléaires, par exemple dans l'industrie, et de technologies s'y rapportant.

4. Les directives du GFN sont compatibles avec les divers instruments internationaux ayant force obligatoire dans le domaine de la non-prolifération nucléaire et complètent ces instruments. Il s'agit du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco), du Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga), du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba), du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) et du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (Traité de Semipalatinsk).

5. L'objectif des directives du GFN est de faire en sorte que le commerce dans le domaine nucléaire à des fins pacifiques ne contribue pas à la prolifération des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et que le commerce international et la coopération dans le domaine nucléaire ne soient pas inutilement entravés. Les participants au GFN peuvent alors s'acquitter de l'obligation de faciliter la coopération nucléaire pacifique d'une manière compatible avec les normes internationales en matière de non-prolifération nucléaire. Le GFN invite instamment tous les États à adhérer aux directives.

6. L'engagement des participants au GFN à respecter des conditions d'approvisionnement rigoureuses, dans le contexte de la poursuite du développement des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, fait du GFN un des éléments du régime international de non-prolifération nucléaire.

Considérations générales relatives au présent document

7. L'objet du présent document est de contribuer à une large compréhension du GFN et de ses activités dans le cadre d'un effort global visant à promouvoir le dialogue et la coopération entre les participants au GFN et les non-participants au GFN. Le document contient des informations sur les mesures prises par les participants au GFN pour donner effet à leur engagement d'améliorer la transparence en matière de contrôle des exportations dans le domaine nucléaire et de coopérer plus étroitement avec les non-participants au GFN pour atteindre cet objectif. Ce faisant, le document vise à encourager une plus large adhésion aux directives du GFN.

¹ Ces directives sont reproduites dans le document INFCIRC/254/Part 1 (tel qu'amendé).

² Ces directives sont reproduites dans le document INFCIRC/254/Part 2 (tel qu'amendé).

8. L'objet du document va donc dans le sens de la décision 2 sur les « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », adoptée par la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et la question de sa prorogation, dont le paragraphe 17 stipule qu'il « faudrait promouvoir, grâce au dialogue et à la coopération entre tous les États parties intéressés, la transparence du contrôle d'exportations se rapportant au domaine nucléaire ». À cet égard, les participants au GFN tiennent compte aussi du paragraphe 16 de ce document, qui demande que, dans toutes les activités destinées à promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, un traitement préférentiel soit accordé aux États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité, en considérant tout particulièrement les besoins des pays en développement. Le présent document tient également compte du paragraphe 9 de la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la non-prolifération d'armes de destruction massive qui « demande à tous les États de promouvoir le dialogue et la coopération dans le domaine de la non-prolifération, de façon à apporter des réponses à la menace que constitue la prolifération des armes nucléaires ».

Le chapitre I retrace les origines et le développement du GFN.

Le chapitre II décrit la structure et les activités en cours du GFN.

Le chapitre III décrit les réalisations du GFN à ce jour.

Le chapitre IV rend compte des efforts que fait le GFN pour promouvoir l'ouverture et la transparence.

I. Origines et développement du GFN

Contrôles des exportations

9. Dès le début de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, les pays fournisseurs ont reconnu qu'ils avaient pour responsabilité de faire en sorte que cette coopération ne contribue pas à la prolifération des armes nucléaires. Peu après l'entrée en vigueur du TNP en 1970, des consultations multilatérales sur le contrôle des exportations nucléaires ont conduit à la mise en place de deux mécanismes distincts : le Comité Zangger, en 1971, et l'organe qui est désormais connu sous le nom de Groupe des fournisseurs nucléaires, en 1975. Entre 1978 et 1991, le GFN n'a pas été actif, alors même que ses directives étaient en place. Le Comité Zangger a continué de se réunir régulièrement pendant cette période pour examiner et modifier la liste des articles soumis à un contrôle des exportations, dite « liste de base ».

Le Comité Zangger

10. Le Comité Zangger remonte à 1971, année au cours de laquelle les principaux fournisseurs participant régulièrement au commerce dans le domaine nucléaire se sont réunis pour s'entendre sur la façon d'appliquer le paragraphe 2 de l'article III³ du TNP afin de faciliter une interprétation uniforme des obligations découlant de cet article. En 1974, le Comité Zangger a publié une « liste de base », c'est-à-dire une liste d'articles requérant l'application des garanties et des directives (« les accords Zangger ») relatives à l'exportation directe ou indirecte de ces articles à destination d'États non dotés d'armes nucléaires (ENDAN) qui ne sont pas parties au TNP. Les accords Zangger mettent trois conditions à l'approvisionnement : une assurance d'utilisation non explosive, une obligation en matière d'application des garanties de l'AIEA et une disposition concernant le retransfert qui exige de l'État destinataire qu'il applique les mêmes conditions s'il réexporte les articles. La liste de base et les accords Zangger ont été publiés par l'AIEA dans le document INFCIRC/209, qui a été modifié par la suite.

³ Le paragraphe 2 de l'article III du TNP se lit comme suit :

« Tout État partie au Traité s'engage à ne pas fournir :

a) de matières brutes ou de produits fissiles spéciaux, ou

b) d'équipements ou de matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux, à un État non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit, à des fins pacifiques, à moins que lesdites matières brutes ou lesdits produits fissiles spéciaux ne soient soumis aux garanties requises par le présent article. »

Le GFN

11. Le GFN a été créé à la suite de l'explosion d'un dispositif nucléaire à laquelle un État non doté d'armes nucléaires a procédé en 1974, événement qui a démontré que la technologie nucléaire transférée à des fins pacifiques pouvait être détournée à d'autres fins. On a donc estimé qu'il y avait peut-être lieu d'adapter les conditions des approvisionnements nucléaires de façon à mieux s'assurer que la coopération nucléaire pouvait être poursuivie sans contribuer au risque de prolifération nucléaire. Cet événement a rassemblé les principaux fournisseurs de matières nucléaires, de matières non nucléaires pour réacteurs, d'équipements et de technologies qui étaient membres du Comité Zangger, ainsi que des États qui n'étaient pas parties au TNP.

12. Le GFN, tenant compte des travaux déjà réalisés par le Comité Zangger, s'est entendu sur un ensemble de directives comportant une liste de base. Les directives du GFN ont été publiées en 1978 par l'AIEA dans le document INFCIRC/254 (modifié par la suite) et s'appliquent aux transferts d'articles nucléaires à des fins pacifiques, l'objectif étant de faire en sorte que ces transferts ne soient pas détournés vers des activités du cycle du combustible nucléaire non soumises aux garanties ou des activités explosives nucléaires. Les destinataires doivent donner des assurances gouvernementales officielles à cet égard. Les directives du GFN renforcent aussi les dispositions en matière de retransfert et prévoient l'obligation d'appliquer des mesures de protection physique et de prendre des précautions particulières pour le transfert d'installations et de technologies sensibles et de matières utilisables pour des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs. On reconnaît ainsi dans les directives qu'il existe une catégorie de techniques – notamment les techniques d'enrichissement et de retraitement – et de matières qui sont particulièrement sensibles parce qu'elles peuvent conduire directement à la fabrication de matières utilisables pour des armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs. L'application de mesures de protection physique efficaces est en outre déterminante. Elle peut contribuer à empêcher le vol et le transfert illicite de matières nucléaires.

13. À la Conférence d'examen du TNP de 1990, le comité chargé d'examiner la mise en œuvre de l'article III a fait un certain nombre de recommandations qui ont eu une incidence importante sur les activités du GFN dans les années 90. Il a notamment recommandé :

- Que les États parties au TNP envisagent d'améliorer encore les mesures visant à empêcher le détournement de la technologie nucléaire pour la fabrication d'armes nucléaires ;
- Que les États entament des consultations afin de coordonner leurs contrôles des exportations d'articles, tels que le tritium, qui ne sont pas visés par le paragraphe 2 de l'article III mais qui sont importants du point de vue de la prolifération des armes nucléaires, et donc du TNP ;
- Que les fournisseurs nucléaires exigent, comme condition nécessaire du transfert d'articles nucléaires à des États non dotés d'armes nucléaires, l'acceptation des garanties de l'AIEA sur toutes les activités nucléaires en cours et futures (c'est-à-dire de garanties intégrales ou généralisées).

14. Peu après, il est apparu que les dispositions relatives au contrôle des exportations alors en vigueur n'avaient pas empêché l'Iraq, Partie au TNP, de mener un programme clandestin d'armement nucléaire, ce qui a conduit le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures. Une grande partie de l'effort de l'Iraq a consisté à acquérir des articles à double usage qui n'étaient pas couverts par les directives du GFN, puis à construire lui-même des articles de la liste de base. Cela a donné un élan majeur à l'élaboration des directives du GFN concernant les articles à double usage. Le GFN a ainsi fait la preuve de son engagement en faveur de la non-prolifération nucléaire en veillant à ce que les articles tels que ceux utilisés par l'Iraq fassent désormais l'objet d'un contrôle garantissant leur utilisation à des fins non explosives. Toutefois, ces articles continuent d'être disponibles pour des activités nucléaires pacifiques soumises aux garanties de l'AIEA, ainsi que pour d'autres activités industrielles dans le cadre desquelles ils ne peuvent pas contribuer à la prolifération nucléaire.

15. À la suite de ces développements, le GFN a décidé en 1992 :

- D'élaborer des directives applicables aux transferts d'équipements, de matières et de technologies à double usage dans le domaine nucléaire, c'est-à-dire des articles ayant des utilisations à la fois nucléaires et non nucléaires, qui pourraient apporter une contribution importante dans une activité du cycle du combustible

nucléaire non soumise aux garanties ou une activité explosive nucléaire. Ces directives ont été publiées en tant que partie 2 du document INFCIRC/254, les directives initiales publiées en 1978 constituant la partie 1 de ce document ;

- De mettre en place une instance de consultation sur les directives applicables aux articles à double usage, l'échange d'informations sur la mise en œuvre des directives et les activités d'achat pouvant susciter des préoccupations en matière de prolifération ;
- De mettre en place des procédures pour l'échange des notifications publiées à la suite de décisions nationales de ne pas autoriser le transfert d'équipements ou de technologies à double usage et de faire en sorte que les participants au GFN n'approuvent le transfert de tels articles qu'après avoir consulté l'État à l'origine de la notification ;
- De faire de la conclusion d'un accord de garanties intégrales avec l'AIEA une condition de la fourniture à l'avenir, à tout État non doté d'armes nucléaires, d'articles figurant sur la liste de base. Cette décision fait que seuls les États parties au TNP et les autres États ayant des accords de garanties intégrales peuvent bénéficier de transferts d'articles nucléaires.

16. L'approbation en 1995 par la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de la politique en matière de garanties intégrales adoptée par le GFN dès 1992 traduit clairement la conviction de la communauté internationale que cette politique concernant les approvisionnements nucléaires est essentielle pour promouvoir des engagements et des obligations communs en matière de non-prolifération nucléaire. Plus précisément, le paragraphe 12 de la décision 2 sur les « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires » indique que l'acceptation de garanties intégrales et d'engagements internationaux juridiquement contraignants de ne pas acquérir d'armes ou autres dispositifs explosifs nucléaires devrait être une condition de l'octroi d'autorisations concernant les articles de la liste de base en vertu des nouveaux arrangements d'approvisionnement conclus avec les États non dotés d'armes nucléaires.

17. La Conférence d'examen du TNP de 2000 a confirmé de nouveau que le transfert d'articles à double usage se rapportant au nucléaire doit être pleinement conforme aux dispositions du TNP.

Le GFN, le Comité Zangger et le TNP

18. Le GFN et le Comité Zangger diffèrent légèrement en ce qui concerne la portée de leurs listes de base d'articles *spécialement conçus ou préparés* et les conditions d'exportation des articles figurant sur ces listes. S'agissant de la portée des listes, la liste Zangger ne concerne que les articles relevant du paragraphe 2 de l'article III du TNP. Les directives du GFN concernent non seulement l'équipement et les matières, mais aussi la technologie nécessaire à la mise au point, à la production et à l'utilisation des articles figurant dans la liste. S'agissant des conditions d'exportation des articles figurant sur les listes de base, le GFN fait dépendre l'approvisionnement de l'acceptation formelle de garanties intégrales. Les directives du GFN s'appliquent aux transferts à des fins pacifiques vers tout ENDAN et, dans le cas des contrôles sur les retransferts, aux transferts vers tout État.

19. Les directives du GFN incluent aussi le principe dit de non-prolifération, adopté en 1994, en vertu duquel un fournisseur, sans préjudice des autres dispositions des directives, ne doit autoriser un transfert que s'il a l'assurance que le transfert ne contribuera pas à la prolifération des armes nucléaires. Le principe de non-prolifération est censé couvrir les cas, rares mais importants, où l'adhésion au TNP ou à un traité instituant une zone exempte d'armes nucléaires ne peut par elle-même garantir que l'État s'en tiendra scrupuleusement aux objectifs du traité ou qu'il respectera les obligations que lui impose le traité.

20. Les dispositions adoptées par le GFN en ce qui concerne les exportations d'articles à double usage constituent une différence majeure entre le GFN et le Comité Zangger. Étant donné que les articles à double usage ne peuvent pas être définis comme des équipements spécialement conçus ou préparés, ils ne relèvent pas du mandat du Comité Zangger. Comme on l'a dit plus haut, il a été admis que le contrôle des articles à double usage apporte une importante contribution à la non-prolifération nucléaire.

21. Malgré ces différences entre les deux régimes, il importe de souligner qu'ils servent le même objectif et qu'ils constituent des instruments tout aussi valables à l'appui des efforts de non-prolifération nucléaire. Il existe une étroite coopération entre le GFN et le Comité Zangger en ce qui concerne l'examen et l'amendement des listes de base.

II. Structure et activités en cours du GFN

Participation

22. Depuis la première publication du document INFCIRC/254, en 1978, la participation s'est régulièrement accrue. (La liste complète des participants figure à l'annexe).

23. Les critères de participation sont les suivants :

- Capacité de fournir des articles (y compris des articles en transit) énumérés aux annexes des parties 1 et 2 des directives du GFN ;
- Adhésion aux directives et respect de leurs dispositions ;
- Mise en place d'un système national de contrôle des exportations reposant sur des dispositions juridiques donnant effet à l'engagement d'agir conformément aux directives ;
- Adhésion à un ou à plusieurs traités, comme le TNP, les Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Pelindaba, de Bangkok ou un accord international équivalent dans le domaine de la non-prolifération nucléaire, et plein respect des obligations qui en découlent ;
- Soutien aux efforts internationaux en matière de non-prolifération des armes de destruction massive et des vecteurs de telles armes.

Organisation des travaux

24. Le GFN travaille sur la base du consensus. La responsabilité globale des activités incombe aux participants au GFN, qui tiennent une réunion plénière par an.

25. La présidence, exercée par roulement, est chargée de la coordination des travaux et des activités de sensibilisation. (La liste complète des pays ayant assuré la présidence du GFN figure en annexe.)

26. En réunion plénière, le GFN peut décider de créer des groupes de travail techniques sur des questions telles que l'examen de ses directives, les annexes, la procédure, le partage des informations et les activités visant à accroître la transparence. Les réunions plénières du GFN peuvent aussi donner pour mandat à la présidence de mener des activités de sensibilisation auprès de certains pays. L'objectif de ces activités est de promouvoir l'adhésion aux directives du GFN.

27. Généralement, l'ordre du jour des réunions plénières porte avant tout sur les rapports des groupes de travail, qui peuvent être en activité ou avoir achevé leurs travaux depuis la réunion plénière précédente, ainsi que sur les rapports du président précédent du GFN concernant les activités de sensibilisation. Du temps est aussi prévu pour l'examen de questions telles que les tendances en matière de prolifération nucléaire et les faits nouveaux survenus depuis la réunion plénière précédente.

28. Outre la réunion plénière, le GFN a deux organes permanents qui font rapport à la réunion plénière. Il s'agit du Groupe consultatif et de la réunion d'échange d'informations, dont la présidence change aussi tous les ans. Le Groupe consultatif se réunit au moins deux fois par an et est chargé de tenir des consultations sur les questions liées aux directives relatives aux approvisionnements dans le domaine nucléaire et aux annexes techniques. La réunion d'échange d'informations précède immédiatement la réunion plénière du GFN et donne aux participants au GFN une autre possibilité de partager des informations et des données sur les évolutions intéressant les objectifs et la teneur des directives du GFN. Dans le cadre du mandat sur l'échange

d'informations, la réunion d'experts sur les autorisations et les mesures coercitives (LEEM) examine les questions pertinentes pour des pratiques d'autorisation et des mesures coercitives efficaces.

29. Les participants au GFN revoient de temps à autre les directives publiées dans le document INFCIRC/254 pour s'assurer qu'elles restent d'actualité face à l'évolution de la situation en matière de prolifération nucléaire. Ils notifient à l'AIEA les amendements aux parties 1 et 2 des directives du GFN et aux listes associées, et l'AIEA publie les révisions du document INFCIRC/254 qui sont nécessaires. Les amendements peuvent être des ajouts, des suppressions ou des corrections.

30. La mission permanente du Japon à Vienne, qui fait office de point de contact, est chargée d'assurer le soutien pratique. Elle reçoit et distribue la documentation du GFN, notifie les calendriers des réunions et fournit une assistance pratique aux réunions plénières du GFN, aux présidences du Groupe consultatif et de la réunion d'échange d'informations et aux présidences des divers groupes de travail établis par la réunion plénière.

Modalités d'application des directives

31. Les directives du GFN apportent un certain degré d'ordre et de prévisibilité entre les fournisseurs et harmonisent les normes et l'interprétation des engagements pris par les fournisseurs, le but étant de veiller à ce que le jeu normal de la concurrence n'aboutisse pas à des résultats qui favorisent la prolifération des armes nucléaires. Les consultations entre les participants au GFN ont aussi pour objet de maintenir au minimum les obstacles éventuels au commerce et à la coopération internationaux dans le domaine nucléaire.

32. Les directives du GFN sont appliquées par chaque participant au GFN conformément à ses lois et pratiques nationales. Les décisions sur les demandes d'autorisation d'exportation sont prises au niveau national conformément aux prescriptions nationales en la matière. C'est là une prérogative et un droit de tous les États dans tous les domaines de l'activité économique, mais c'est aussi une disposition conforme au paragraphe 2 de l'article III du TNP, qui utilise l'expression « tout État partie » et met ainsi l'accent sur l'obligation souveraine de chaque Partie au Traité d'exercer des contrôles appropriés en matière d'exportation. Les participants au GFN se rencontrent régulièrement pour échanger des informations sur les questions intéressant la prolifération nucléaire et sur les incidences qu'elles ont sur les politiques et les pratiques nationales en matière de contrôle des exportations. Toutefois, il ne faut pas oublier que le GFN n'a pas de mécanisme de limitation des approvisionnements ou de coordination des arrangements commerciaux, et ne prend pas de décisions collectives sur les demandes d'autorisations d'exportation.

33. L'exigence selon laquelle aucun article de la liste de base ne peut être exporté vers un ENDAN à moins que l'État destinataire n'accepte l'application de garanties intégrales à toutes ses activités nucléaires est particulièrement pertinente car elle établit, en matière d'approvisionnement, une norme uniforme basée sur le système international de vérification mis en place par l'AIEA. Le système de garanties renforcé de l'AIEA, adopté en 1997, devrait améliorer considérablement la capacité de l'AIEA de jouer son rôle de vérification.

34. Des contacts et des réunions d'information sont organisés avec les pays qui ne participent pas au GFN : outre les activités de sensibilisation menées auprès des participants potentiels, le GFN organise des réunions d'information des non-participants afin de faire mieux comprendre ses directives et de susciter de nouvelles adhésions. Les États peuvent choisir d'adhérer aux directives sans être obligés de participer au GFN.

III. Réalisations du GFN à ce jour

35. Les directives du GFN ont considérablement renforcé la solidarité internationale dans le domaine des transferts de matières nucléaires. Les engagements du GFN reflètent les objectifs en matière de non-prolifération et de coopération nucléaire pacifique que les participants au GFN partagent avec toutes les Parties au TNP et à d'autres engagements internationaux ayant force obligatoire dans le domaine de la non-prolifération. Les contrôles sur les transferts d'articles et de technologies de la liste de base apportent un appui essentiel pour la mise en œuvre de ces traités et pour la poursuite et le développement de la coopération nucléaire pacifique, ce qui facilite aussi l'utilisation de l'énergie nucléaire dans les pays en développement.

36. Contrairement aux craintes selon lesquelles les directives du GFN feraient obstacle au transfert de matières et d'équipements nucléaires, elles ont en fait facilité le développement du commerce dans le domaine nucléaire. Depuis quelque temps déjà, les arrangements en matière d'approvisionnement incorporent les engagements du GFN. Ces arrangements sont conçus pour faciliter les transferts et le commerce. Les engagements du GFN, lorsqu'ils sont incorporés aux arrangements en matière d'approvisionnement sur la base des diverses lois nationales, donnent aux gouvernements des arguments légitimes et défendables pour affirmer que ces arrangements diminuent le risque de prolifération. Ainsi, les objectifs de la non-prolifération et du commerce se renforcent mutuellement.

37. Les directives du GFN s'appliquent aussi bien aux participants qu'aux non-participants au GFN. La plupart des participants au GFN ne possèdent pas de cycle de combustible autonome et sont de grands importateurs d'articles nucléaires. En conséquence, ils doivent donner les mêmes assurances en ce qui concerne les transferts nucléaires que les non-participants au GFN conformément aux directives.

38. Tel que les participants au GFN le pratiquent, le contrôle des exportations fonctionne sur la base suivante : la coopération est la règle, les restrictions sont l'exception. Un petit nombre de Parties au TNP se sont vu refuser des articles soumis au contrôle : ceci s'est produit lorsqu'un fournisseur avait de bonnes raisons de penser que l'article en cause pouvait contribuer à la prolifération nucléaire. La plupart des demandes d'autorisation d'exportation refusées par des participants au GFN concernaient des États ayant des programmes nucléaires non soumis aux garanties.

39. Il y a une forte interdépendance entre les contrôles prévus à la partie 1 des directives et l'application effective des garanties généralisées de l'AIEA. Le GFN appuie pleinement les efforts internationaux visant à renforcer les garanties pour détecter des activités non déclarées ainsi que pour surveiller les activités nucléaires déclarées afin de s'assurer qu'elles continuent de satisfaire à des critères essentiels en matière de non-prolifération nucléaire et de donner les assurances requises pour la poursuite du commerce nucléaire international.

40. Le GFN a organisé une réunion intersessions en octobre 1998, à Vienne, à la suite des préoccupations exprimées par certains de ses participants au sujet des essais nucléaires effectués par l'Inde et le Pakistan en mai 1998. Les participants au GFN ont discuté de l'impact de ces essais et ont réaffirmé leur adhésion aux directives du GFN.

41. Le GFN a tenu en décembre 2002 à Vienne une réunion plénière extraordinaire pour s'entendre sur plusieurs amendements exhaustifs de ses directives en vue de les renforcer dans le but de prévenir et de déjouer la menace de détournement d'exportations nucléaires à des fins de terrorisme nucléaire. La réunion plénière a insisté sur le fait que le contrôle efficace des exportations nucléaires était un outil important pour lutter contre la menace de terrorisme nucléaire. Lors de l'examen du programme nucléaire de la RPDC, les gouvernements participant au GFN ont demandé à tous les États d'exercer une extrême vigilance pour que leurs exportations et tous les biens ou technologies nucléaires transitant par un territoire relevant de leur compétence ne contribuent aucunement à une initiative d'armement nucléaire de la RPDC.

42. Au cours de sa réunion plénière de 2004 tenue à Göteborg (Suède), le GFN s'est félicité de la décision volontaire de la Libye d'éliminer les matières, équipements et programmes conduisant à la production d'armes nucléaires, tout en notant avec une profonde inquiétude la découverte d'éléments d'un réseau clandestin de trafic nucléaire international à travers lequel des équipements sensibles liés au nucléaire ont été acheminés en Libye. La réunion plénière de Göteborg a également noté qu'il importait que l'Iran honore entièrement ses obligations en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), et a engagé ce pays à mettre en œuvre de son propre chef toutes les mesures prévues par les résolutions du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à restaurer la confiance de la communauté internationale dans son ensemble.

43. Les participants au GFN poursuivent les discussions sur l'approvisionnement et le trafic illicites, tout en demandant à tous les États d'être extrêmement vigilants et de tout mettre en œuvre pour que leurs exportations de biens et de technologies ne contribuent pas à des programmes d'armement nucléaire. À cet égard, les participants au GFN se félicitent de ce que la résolution 1540 du Conseil de sécurité affirme que la prévention de la prolifération des armes nucléaires ne devrait pas entraver la coopération internationale à des fins pacifiques

touchant les matières, les équipements et les technologies, et que les utilisations à des fins pacifiques ne devraient pas servir de couverture à la prolifération.

44. Les participants au GFN se réjouissent également de ce que la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU reconnaisse l'importance du contrôle des exportations pour les efforts de non-prolifération, et de sa décision demandant que tous les États prennent et appliquent des mesures efficaces pour mettre en place des mécanismes de contrôle intérieurs destinés à prévenir la prolifération d'armes nucléaires, y compris l'établissement de contrôles sur les utilisateurs finals.

45. Afin de renforcer davantage les contrôles nationaux des exportations des gouvernements participants, la réunion plénière de Göteborg a décidé d'inclure un mécanisme de « précaution » dans les directives du GFN afin de fournir une base juridique nationale pour le contrôle des exportations d'articles relevant du domaine nucléaire qui ne figurent pas sur les listes de contrôle, si ces articles sont ou pourraient être utilisés dans le cadre de programmes d'armement nucléaire. Les gouvernements participants ont également convenu de l'importance d'une application efficace et cohérente des directives, et notamment de la nécessité de règlements nationaux régissant les autorisations d'exportation, ainsi que de mesures coercitives et de sanctions en cas de violation.

46. Conscients des menaces que constituent la prolifération d'armes nucléaires et la dissémination non contrôlée de technologies nucléaires sensibles, les participants au GFN poursuivent les discussions sur les moyens de renforcer davantage les directives du GFN pour résoudre ces questions.

47. À la réunion plénière du GFN tenue à Oslo en 2005, les gouvernements participants ont adopté des mesures supplémentaires de renforcement ; la mise en place, par des décisions nationales, d'une procédure visant à suspendre les transferts d'articles nucléaires aux pays ne respectant pas leur accord de garanties ; l'élaboration, par les États fournisseurs et destinataires, de mesures permettant d'invoquer des garanties de repli si l'AIEA ne peut plus s'acquitter de son mandat en matière de garanties dans un État destinataire, et l'établissement de contrôles efficaces des exportations dans l'État destinataire comme critère pour l'approvisionnement en matières, équipements et technologies nucléaires, et comme facteur à prendre en compte pour les articles et technologies à double usage.

48. À sa réunion plénière tenue à Brasilia en 2006, le GFN a adopté une version révisée des directives relatives à l'échange d'informations ainsi qu'une méthode pour poursuivre l'étude des moyens de renforcer les conditions d'approvisionnement, amendé les directives pour inclure les vannes spécialement conçues ou préparées pour être utilisées dans les usines d'enrichissement, et arrêté une méthode permettant de tenir compte des conclusions d'un atelier du GFN sur les technologies sensibles dans les activités de sensibilisation.

49. Le GFN a commencé en 2005 à examiner les questions soulevées pour la Déclaration commune Inde-États-Unis de juillet 2005 et la possibilité d'une coopération nucléaire civile GNF-Inde. En septembre 2008, notant d'une part les mesures volontaires prises par l'Inde pour séparer ses installations nucléaires civiles, la conclusion d'un accord de garanties relatif aux installations nucléaires civiles de l'Inde et de son approbation par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, l'engagement de l'Inde à signer le protocole additionnel à cet accord, et à y adhérer, ainsi qu'à appuyer les efforts internationaux visant à limiter la dissémination des technologies d'enrichissement et de retraitement, et d'autre part les autres progrès accomplis par l'Inde pour renforcer son système national de contrôle des exportations, adhérer aux directives du GFN et poursuivre le moratoire sur les essais nucléaires, et œuvrer à l'élaboration d'un traité interdisant la production de matières fissiles, les gouvernements participant au GFN ont adopté une déclaration de politique sur la coopération nucléaire civile avec le programme nucléaire civil indien soumis aux garanties de l'AIEA. Compte tenu de ces mesures et de ces engagements pris par l'Inde, cette déclaration autorise le transfert à ce pays des articles et/ou des technologies connexes figurant sur la liste de base, ou à double usage, destinés à des applications pacifiques et à être utilisés dans des installations nucléaires civiles soumises aux garanties de l'AIEA, à condition que ce transfert satisfasse à toutes les autres dispositions des directives du GFN, telles que révisées. Cette politique est présentée dans le document INFCIRC/734 de l'AIEA. La déclaration note que les gouvernements participants notifieront les transferts approuvés à destination de l'Inde pour les articles figurant dans les annexes A et B du document INFCIRC/254, Partie 1, prie le Président d'avoir des discussions et des consultations avec l'Inde, et de faire rapport à la réunion plénière, et stipule que les gouvernements participants se consulteront régulièrement sur les questions liées à la mise en œuvre de tous les aspects de la

déclaration. Elle prévoit également que les gouvernements participants peuvent se réunir, si cela est jugé nécessaire, conformément aux dispositions du paragraphe 16 des Directives.

50. Le GFN continue d'échanger des informations et d'analyser les questions de prolifération actuelles à mesure qu'elles se posent, et réitère sa demande à tous les États de faire preuve d'une extrême vigilance et de mettre tout en œuvre pour veiller à ce que leurs exportations de biens et de technologies ne contribuent pas à des programmes d'armement nucléaire.

IV. Promotion de l'ouverture et de la transparence par le GFN

51. Le GFN sait parfaitement que les non-participants se sont inquiétés, par le passé, du manque de transparence dans son fonctionnement. Les non-participants au GFN n'ont pas pris part au processus de prise de décision en ce qui concerne l'élaboration des directives. Certains ont donc craint que le GFN ne cherche à priver les États des avantages de la technologie nucléaire ou à imposer aux non-participants au GFN des exigences définies sans leur participation.

52. Les participants au GFN comprennent les raisons de ces préoccupations mais insistent sur le fait que leurs objectifs ont toujours été de s'acquitter de l'obligation qu'ils ont, en tant que fournisseurs, de soutenir la non-prolifération nucléaire et, ce faisant, de faciliter la coopération nucléaire pacifique. L'accroissement et la diversification de ses participants montrent que le GFN n'est pas un groupe fermé.

53. Le GFN a toujours favorisé l'ouverture et une meilleure compréhension de ses objectifs, de même que l'adhésion à ses directives et il est disposé à appuyer les efforts que font des États pour adhérer aux directives et les appliquer. Répondant à l'intérêt manifesté par divers États et groupes d'États, des contacts ont été établis pour informer ces États des activités du GFN et les encourager à adhérer aux directives. Ces contacts ont été organisés grâce à des missions spéciales envoyées dans ces pays par les présidents successifs des réunions plénières et les représentants des participants au GFN, ainsi que lors de séminaires du GFN organisés spécialement à cette fin (en 1994 et 1995).

54. Le GFN se félicite de l'appel à davantage d'ouverture et de transparence lancé au paragraphe 17 des « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », adoptés à la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995, et a répondu à cet appel sur le fond lors de sa réunion plénière tenue à Buenos Aires les 25 et 26 avril 1996 en créant un groupe de travail pour examiner comment promouvoir l'ouverture et la transparence par la poursuite du dialogue et de la coopération avec les pays non participants au GFN.

55. Dans un premier temps, les participants au GFN ont renforcé leur dialogue avec les non-participants par des contacts qui ont eu lieu en marge de la session de 1996 de la Conférence générale de l'AIEA. Ce dialogue se poursuit dans les capitales et à d'autres occasions, par exemple lors de rencontres régulières sur la politique en matière nucléaire et de sécurité, ainsi que lors de réunions multilatérales traitant de ces questions. Le présent document est lui-même une contribution à ce processus.

56. Le GFN a organisé un séminaire international sur le rôle du contrôle des exportations dans le cadre de la non-prolifération nucléaire, les 7 et 8 octobre 1997, à Vienne, immédiatement après la quarante et unième session de la Conférence générale de l'AIEA. Comme il importait d'inclure tous les pays fournisseurs, effectifs et potentiels, et que l'on souhaitait établir un dialogue véritable, ouvert et non exclusif, il a été décidé d'inviter tous les États au séminaire, tant les parties que les non-parties au TNP.

57. Dans le prolongement du dialogue engagé à Vienne, un deuxième séminaire international sur le même sujet s'est tenu les 8 et 9 avril 1999, à New York, avant la réunion du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP. Comme en 1997, les orateurs étaient originaires aussi bien de pays participants que de pays non participants au GFN et venaient de divers secteurs, de sorte qu'au cours des débats des opinions très variées ont pu être exprimées. Les deux séminaires ont été suivis par des représentants de gouvernements et d'organisations internationales, ainsi que par des experts éminents des médias, du monde universitaire et de l'industrie.

58. Ces deux séminaires internationaux étaient censés constituer une étape supplémentaire, mais non finale, des efforts visant à promouvoir par le dialogue et la coopération, la transparence en ce qui concerne le rôle du contrôle des exportations dans le cadre de la non-prolifération nucléaire et de la promotion du commerce dans le domaine nucléaire à des fins pacifiques. Ils se sont avérés très utiles en permettant d'améliorer la transparence du contrôle des exportations nucléaires.

59. À la réunion plénière d'Aspen en 2001, le GFN s'est mis d'accord sur la création d'un site web afin de mieux informer le public sur le rôle et les activités du GFN. Le site web (adresse ci-dessous) est devenu accessible au public à la réunion plénière de Prague en 2002.

<http://www.nuclearsuppliersgroup.org>

<http://www.nsg-online.org>

60. Reconnaissant la nécessité croissante de transparence, d'ouverture et de dialogue pour la recherche de solutions aux problèmes du contrôle des exportations dus aux approvisionnements illicites de matières nucléaires et connexes et à la mondialisation de l'industrie nucléaire, les participants au GFN ont convenu, au cours de la réunion plénière tenue à Göteborg en 2004, de renforcer les contacts avec les non-partenaires par le biais de l'organisation de séminaires et d'autres activités de concert avec des États non membres du GFN.

61. Les participants au GFN étudient également d'autres moyens de coopérer plus étroitement avec les non-participants pour faire mieux comprendre les directives, susciter un plus grand nombre d'adhésions à celles-ci et en favoriser l'application. La Troïka composée des présidents précédent, actuel et suivant du GFN poursuit ses échanges avec les gouvernements non participants et les organisations internationales dans le cadre du programme actuel de sensibilisation du GFN et maintient des contacts réguliers avec certains pays pour les tenir informés des pratiques du GFN et pour promouvoir l'adhésion aux directives.

62. Pour donner une dimension pratique et un cadre fiable aux efforts de transparence actuels, les participants à la réunion plénière de Budapest ont adopté des guides des meilleures pratiques à utiliser au niveau national et pour les activités de sensibilisation afin de répondre aux défis posés par le transfert intangible de technologies et le contrôle des utilisations finales.

Conclusions

63. À l'avenir, le GFN continuera de s'inspirer des objectifs que sont l'appui à la non-prolifération nucléaire et la promotion des applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

64. S'agissant de l'évolution future des directives, les participants au GFN continueront d'harmoniser leurs politiques nationales de contrôle des exportations de façon transparente. De cette façon, ils continueront de contribuer à la non-prolifération nucléaire tout en appuyant le développement du commerce et de la coopération nucléaires et en maintenant une véritable concurrence entre les fournisseurs.

65. Le GFN continuera d'assurer la transparence universelle de ses directives et de leurs annexes en les faisant publier comme circulaires d'information de l'AIEA.

66. Le GFN reste prêt à accueillir d'autres pays fournisseurs afin de renforcer les efforts internationaux de non-prolifération, comme le montre déjà le fait que le nombre de ses participants s'accroît dans toutes les régions du monde.

67. Le GFN s'engage à continuer de promouvoir l'ouverture et la transparence de ses pratiques et politiques.

Liste des participants au GFN indiquant ceux qui ont assuré la présidence

AFRIQUE DU SUD	(2007 / 08 – LE CAP)
ALLEMAGNE	(2008 / 09– BERLIN)
ARGENTINE	(1996 / 97 – BUENOS AIRES)
AUSTRALIE	
AUTRICHE	
BELARUS	
BELGIQUE	
BRÉSIL	(2006 / 07 – BRASILIA)
BULGARIE	
CANADA	(1997 / 98 – OTTAWA)
CHINE	
CHYPRE	
CROATIE	
DANEMARK	
ESPAGNE	(1994 / 95 – MADRID)
ESTONIE	
ÉTATS-UNIS	(2001 / 02 – ASPEN)
FÉDÉRATION DE RUSSIE	
FINLANDE	(1995 / 96 – HELSINKI)
FRANCE	(2000 / 01 – PARIS)
GRÈCE	
HONGRIE	(2009 / 10 – BUDAPEST)
IRLANDE	
ISLANDE	
ITALIE	(1999 / 00 – FLORENCE)
JAPON	
KAZAKHSTAN	
LETONIE	
LITUANIE	
LUXEMBOURG	
MALTE	
NORVÈGE	(2005 / 06 – OSLO)
NOUVELLE-ZÉLANDE	
PAYS-BAS	(1991 / 92 – LA HAYE)
POLOGNE	(1992 / 93 – VARSOVIE)
PORTUGAL	
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	(2003 / 04 – BUSAN)
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	(2002 / 03 – PRAGUE)
ROUMANIE	
ROYAUME-UNI	(1998 / 99 – ÉDIMBOURG)
SLOVAQUIE	
SLOVÉNIE	
SUÈDE	(2004 / 05 – GÖTEBORG)
SUISSE	(1993 / 94 – LUCERNE)
TURQUIE	
UKRAINE	

Observateur permanent : COMMISSION EUROPÉENNE